

Unité départementale de la Moselle
POLYgone - bâtiment A
5 rue Hinzelin
CS 50551
57009 Metz Cedex

Metz, le 25/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TotalEnergies - Centrale électrique Saint-Avoid

Centrale électrique Saint-Avoid - Route de Haslach
57500 Saint-Avoid

Références : ST-AVOID_TOTALENERGIES_2025-08-18_RAPVI_NDS_01890
Code AIOT : 0003014555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/08/2025 dans l'établissement TotalEnergies - Centrale électrique Saint-Avoid implanté Centrale électrique Saint-Avoid - Route de Haslach 57500 Saint-Avoid. L'inspection a été annoncée le 27/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 14 août 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et porte également sur les suites données aux constats réalisés lors de la visite du 26 septembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies - Centrale électrique Saint-Avoid

- Centrale électrique Saint-Avoid - Route de Haslach 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT : 0003014555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TotalEnergies - Centrale électrique Saint-Avoid exploite des installations de production d'électricité, notamment une installation de combustion de 1500 MWth composée de deux turbines à cycle combiné gaz (STA7 et STA8) et de deux chaudières auxiliaires (QHA7 et QHA8).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Légionelles/ prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Test de variabilité QAL2 des analyseurs en continu de STA7 et STA8	Arrêté Ministériel du 03/08/2021, article 31-I (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Contrôle des rejets atmosphériques de l'installation de combustion n°1	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-II (partiel) + AP du 20/02/2023 - Articles 3.3.1 (partiel) - 3.3.2 (partiel) - 3.3.3 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Analyse Méthodique des Risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Nettoyage annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		26.I.2.c (partiel)	prescription	
5	Vérification annuelle d'étanchéité des tuyauteries de gaz combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats réalisés lors de la visite du 14 août 2025, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées sous 1 mois, la justification de l'intégration des nouvelles droites d'étalonnage dans le système d'acquisition des appareils de mesures en continu des rejets atmosphériques de STA7 et STA8 (cf. point de contrôle n°3).

De plus, l'exploitant ne procédant pas à la mesure en continu des rejets atmosphériques des chaudières auxiliaires QHA7 et QHA8, il doit transmettre, sous 1 mois au préfet, la demande de modification des modalités de suivi des rejets atmosphériques des cheminées auxiliaires QHA7 et QHA8 accompagnée de l'étude technico-économique de non-raccordabilité des cheminées (cf. point de contrôle n°4).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse Méthodique des Risques (AMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 26/09/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>"Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation.</p> <p>Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. [...]</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p>

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. [...]

[...]

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées."

Constats :

Le site dispose de 2 circuits de refroidissement dédiés au fonctionnement de chaque tranche (7 et 8). Chaque circuit comprend 8 TAR d'une puissance totale de 280 MW (soit 560 MW pour les 2 circuits).

En amont de la visite du 26 septembre 2024, l'exploitant avait transmis par courriel du 11 septembre 2024, l'AMR réalisée le 26 septembre 2023, par un bureau d'ingénierie sanitaire. Cette AMR contenait notamment :

- la description de l'installation avec le schéma de principe,
- les points critiques du circuit avec l'identification des bras morts,
- les conditions de fonctionnement,
- les plans d'entretien et de surveillance,
- les risques liés à l'exploitation,
- une liste de recommandations à mettre en œuvre.

Lors de la visite d'inspection du 26 septembre 2024, l'exploitant avait indiqué :

- ne pas avoir pris en compte les préconisations identifiées dans l'AMR de septembre 2023 ;
- que la prochaine révision de l'AMR était planifiée au 17 octobre 2024.

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis l'AMR du 17 octobre 2024 par courriel du 23 décembre 2024 ainsi que le planning de mise en place des préconisations de criticité 1 identifiées.

Lors de la visite d'inspection du 14 août 2025, l'exploitant a présenté les actions mises en œuvre pour répondre aux préconisations formulées dans la révision de l'AMR du 17 octobre 2024 (notamment la mise à jour de certaines procédures et la vidange des bras morts en cas d'arrêt de

l'installation supérieur à 7 jours).

L'exploitant a indiqué que la prochaine révision de l'AMR est planifiée le 28 août 2025. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nettoyage annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 26/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2025

Prescription contrôlée :

"Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.

[...]

Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

[...]"

Constats :

Lors de la visite du 26 septembre 2024, l'inspection des installations classées avait constaté que la partie haute de la TAR contrôlée présentait sur ses pales et ses parois un encrassement par les algues. L'exploitant avait indiqué procéder à un nettoyage annuel de la partie basse des TAR (bassin - aspiration pompe et eau brute coté condenseur) et à un nettoyage tous les 2 ans de la partie haute (ventilation - dévésiculeurs - pare goutte...).

L'exploitant a été mis en demeure par l'arrêté préfectoral n°2025-DCAT-BEPE-4 du 9 janvier 2025 de respecter la fréquence a minima annuelle de nettoyage fixée par l'article 26.I.2.c de l'arrêté ministériel pour la partie haute des TAR.

Lors de la visite d'inspection du 14 août 2025, l'exploitant a indiqué que le nettoyage des TAR (y compris de la partie haute) a été réalisé par la société Optimal du 02 au 21 juillet 2025 pour la TAR de STA8 et du 4 au 14 août 2025 pour la TAR de STA7.

L'inspection des installations classées a réalisé par sondage le contrôle de la partie haute de la TAR de STA7 et a constaté que la TAR ne présentait plus d'encrassement par les algues. Les parties basses des TAR de STA7 et STA8 étaient également vidées et nettoyées au jour de la visite.

Il est proposé au préfet de lever la mise en demeure sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Test de variabilité QAL2 des analyseurs en continu de STA7 et STA8

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2021, article 31-I (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : "I. - Les appareils de mesure en continu (...). Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 (...)"
Constats : L'exploitant dispose d'un systèmes automatiques de mesures (AMS) de marque SIEMENS ULTRAMAT 23 sur chaque cheminée (STA7 et STA8). Comme demandé lors de la visite du 26 septembre 2024, l'exploitant a transmis, par courriel du 11 février 2025, le rapport QAL2 réalisé par SOCOTEC du 2 au 5 décembre 2024 pour les 2 AMS de STA7 et STA8. L'inspection des installations classées a contrôlé la conformité des mesures QAL2 par rapport à la norme NF EN 14181 sur les points ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - Le test opérationnel avant étalonnage a été réalisé. - Le rapport mentionne la méthode de calcul utilisée : <ul style="list-style-type: none"> • selon le cas A du guide GAX 43-132 pour les NO_x, • selon le cas C du guide GAX 43-132 pour le CO, • selon le cas B du guide GAX 43-132 pour le O₂. - Le nombre de mesurages réalisés est conforme au guide GAX 43-132. - Les durées de mesurages sont conformes au guide GAX 43-132. - Le rapport conclut que les mesures NO_x, CO et O₂ sont valides dans les domaines de concentration définis, pour les 2 AMS de STA7 et STA8. - Les droites obtenues pour chaque paramètre sont satisfaisantes ; les coefficients de détermination R2 sont voisins de 1. Dans le cas d'un test QAL2, les droites d'étalonnage présentées dans le rapport d'analyse doivent être intégrées au système de traitement des données selon l'article 31-I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié susmentionné. Sur le terrain (en salle de contrôle), l'inspection des installations classées a constaté que celles-ci n'ont pas été intégrées dans le système de traitement des données pour l'ensemble des paramètres. L'exploitant a indiqué que le système ne permettait pas de modifier les droites d'étalonnage et que les AMS ne présentaient, selon lui, aucune dérive.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'intégrer les droites d'étalonnage déterminées lors des QAL2 dans le logiciel d'acquisition des AMS sous 1 mois et de justifier à l'inspection des installations classées de la mise à jour des droites d'étalonnage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Contrôle des rejets atmosphériques de l'installation de combustion n°1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-II (partiel) + AP du 20/02/2023 - Articles 3.3.1 (partiel) - 3.3.2 (partiel) - 3.3.3 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 3/08/2018 modifié - article 31-II (partiel):

"II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). (...)"

Arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-37 du 20/02/2023 - article 3.3.1 (partiel):

"Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273.15 K) et de pression (101.325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètres cubes (mg/Nm³) sur gaz sec.

Pour chaque substance, les valeurs limites d'émission sont définies pour chaque conduit surveillé individuellement en tenant compte de la puissance totale de l'installation :

Paramètres	Code CAS	Installation de combustion 1	Installation de combustion 1	(...)
		C h e m i n é e s S T A 7 et STA8	C h e m i n é e s c h a u d i è r e auxiliaire QHA7 et QHA8	
Concentration e n O ₂ d e		15 %	3 %	

référence				
Oxyde de soufre (exprimés en équivalent SO ₂)	7446-09-05	10 mg/Nm ³	35 mg/Nm ³	
Oxydes d'azote (NOx)	10102-44-0	38 mg/Nm ³ (journalière) 35 mg/Nm ³ (mensuelle et annuelle)	100 mg/Nm ³	
Poussières		10 mg/Nm ³	5 mg/Nm ³	
Monoxyde de carbone (CO)	630-08-0	33 mg/Nm ³ (journalière) 30 mg/Nm ³ (mensuelle et annuelle)	100 mg/Nm ³	

*Sans Objet"

Arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-37 du 20/02/2023 - article 3.3.2 (partiel):

"(...) Pour les contrôles extérieurs réalisés au titre du présent article, la mesure est réalisée par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées dans des conditions de fonctionnement représentatives de l'installation. Ce contrôle périodique peut être fait en même temps que le test annuel des appareils de mesure en continu.

Les fréquences suivies :

Paramètres	Fréquence de suivi	
	Installation de combustion 1	(...)

Teneur en oxygène, température et pression	Mesure en continu	
Teneur en vapeur d'eau	Mesure en continu	
Débit des fumées	Mesure en continu	
Oxydes d'azote (NOx)	Mesure en continu	
Monoxyde de carbone (CO)	Mesure en continu	
Oxyde de soufre (exprimés en équivalent SO₂)	Mesure semestrielle (...)	
Poussières	Mesure semestrielle	

"

Arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°2023-37 du 20/02/2023 - article 3.3.3 (partiel):

"

Installations	Installation de combustion 1	Installation de combustion 1	(...)
Paramètres	Flux horaire maximum en kg/h	Flux annuel maximal en t/an*	
SO₂	41	286	
NOx	142	992	

CO	122	852	
Poussières	40	280	

**pour un fonctionnement annuel de 6984 heures*

***Sans Objet"*

Constats :

L'inspection des installations classées a diligenté un contrôle inopiné des rejets atmosphériques au droit de la cheminée STA7. Les mesures réalisées le 26 novembre 2024 par l'APAVE sur l'ensemble des paramètres ne relèvent aucun dépassement en concentration et en flux. Les résultats obtenus lors du dernier contrôle semestriel réalisé les 2-3 décembre 2024 par l'organisme agréé Socotec respectent les valeurs limites d'émission en concentration et en flux fixées pour les paramètres NO_x, CO, Poussières et SO₂ contrôlés sur les turbines STA7 et STA8 ainsi que sur les chaudières auxiliaires QHA7 et QHA8.

Le contrôle semestriel du 1er semestre 2025 a été réalisé du 24 au 28 mars 2025. L'exploitant est en attente des rapports de contrôle.

La synthèse mensuelle des mesures en continu depuis janvier 2025 transmis par l'exploitant pour les cheminées STA7 et STA8 ne relève aucun dépassement des valeurs limites d'émission en flux horaire et en concentration.

Aucun dépassement n'est relevé sur la base des flux annuels déclarés sur GEREPE en 2024.

L'exploitant ne dispose pas de systèmes de mesure en continu sur les chaudières auxiliaires QHA7 et QHA8 alors qu'elle est imposée pour l'installation de combustion n°1 composée des turbines STA7 et STA8 et des chaudières auxiliaires QHA7 et QHA8.

L'exploitant a indiqué attendre la réception de l'étude finalisée de non-raccordabilité des cheminées auxiliaires aux cheminées principales pour porter à connaissance du préfet la demande de modification des modalités de suivi des rejets atmosphériques issus des cheminées auxiliaires QHA7 et QHA8.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet sous 1 mois la demande de modification des modalités de suivi des rejets atmosphériques des cheminées auxiliaires QHA7 et QHA8 accompagnée du rapport de non-raccordabilité des cheminées auxiliaires aux cheminées principales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Vérification annuelle d'étanchéité des tuyauteries de gaz combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62-II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 26 septembre 2024, l'exploitant a transmis par courriel du 1er octobre 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none">• le rapport de la campagne de contrôle d'émissions diffuses fugitives de COV réalisée par l'organisme Bureau Veritas du 16 au 22 novembre 2023. Le contrôle a identifié 19 fuites sur l'ensemble du site. Le rapport note qu'aucune opération de maintenance n'a pu être réalisée lors du contrôle ;• le rapport de "réparation fuite gaz 2024" uniquement sur l'installation du "poste gaz principal" pour laquelle 10 fuites avaient été détectées. Sur ces 10 fuites, 3 actions de remplacement de vannes fuyardes restaient à réaliser. A noter que ces remplacements étaient déjà notés sur le rapport de "réparation fuite gaz 2023" susmentionné.• les actions prises pour réparer les 19 fuites identifiées dans le rapport de Bureau Veritas susvisé (10 fuites notées soldées en 2024). <p>Lors de la visite d'inspection du 14 août 2025, l'exploitant a indiqué profiter de l'arrêt de maintenance annuelle en cours pour effectuer les resserrages nécessaires et le remplacement de plusieurs vannes.</p> <p>Il a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none">• le bon de commande de réparation des fuites par resserrage des vannes du 19 mai 2025 signé avec l'entreprise CGF ;• le bon de commande de remplacement des vannes fuyardes du 15 novembre 2024 signé avec l'entreprise GVS. <p>Le prochain contrôle des émissions diffuses fugitives de COV par Bureau Veritas est planifié au mois d'octobre 2025. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle ultérieur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite